

PARIS | Face à des loyers toujours plus élevés, de nombreux couples peinent à trouver une solution après une rupture. Certains doivent dormir chez des proches, d'autres subissent une cohabitation forcée.

Ces parents qui galèrent à se loger après une séparation

Juliette Duclos

JÉRÔME* et sa compagne ont finalement décidé de se quitter après dix ans de relation et un enfant : trop de disputes, trop de tensions. « Et là, je me suis pris la réalité en pleine gueule. C'est vraiment nul de se séparer à Paris quand on a un enfant », lâche le quadragénaire.

Après leur séparation, lui a commencé à chercher à louer un appartement suffisamment grand pour l'accueillir avec sa fille, dont il a la garde alternée. « Je pensais qu'avec 1 200 €, ce qui est déjà énorme par rapport à mon salaire, je pourrais trouver un deux-pièces dans la capitale. Mais en fait, c'est moitié moins de place pour beaucoup plus cher », constate, amer, cet intermittent du spectacle.

Selon la DRIHL (Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement), le loyer moyen du parc privé de l'agglomération parisienne a augmenté « de presque 60 % entre 2002 et 2022 », quand le revenu médian a été en hausse de « 33 % entre 2002 et 2020 ». « J'ai l'impression que cette ville ne veut plus de moi, poursuit le natif de Paris. Les profs, les intermittents, toute la classe moyenne, c'est terminé pour nous. »

Voilà un an qu'il écume les annonces immobilières, en vain. « J'ai vu des offres accessibles en banlieue, mais je dois rester dans un périmètre proche de mon ex et de ma fille. Elle a 3 ans, je ne vais pas lui imposer quarante-cinq minutes de métro et de RER chaque matin avant d'aller à l'école », reprend Jérôme.

À 40 ans, il doit retourner vivre chez son père

Alors, les deux « bidouillent ». « On reste tous les deux dans notre ancien appartement et une semaine sur deux, l'un s'occupe de notre fille et l'autre bouge chez des amis ou dans la famille, relate Jérôme. Moi, je vais en majorité chez mon père. » Il soupire : « Tu as 40 ans, ton couple a échoué, tu es en galère d'argent et tu retournes vivre chez ton père, alors que tu es parti à 18 ans de chez toi. Symboliquement, c'est dur. »

Jérôme n'est pas le seul dans ce cas, loin de là. Conséquence directe de la crise du



logement à Paris et en Île-de-France, de plus en plus de Franciliens se retrouvent à devoir dormir chez un ami, un parent, un cousin, pour quelques semaines, quelques mois. Parfois plus, rappelait le 31^e rapport de la Fondation du logement (ex-Abbé Pierre), publié en février. Et parmi eux, de nombreux parents en pleine rupture. Selon l'Insee, 76 300 couples se séparent en Île-de-France chaque année, soit 3 % des couples.

Après la naissance de leur petit garçon, Chloé* a senti un gouffre se creuser avec son compagnon. « Il faisait beaucoup, beaucoup, la fête. Je pensais qu'il se calmerait, mais non, confie la Parisienne. Il n'a pas trouvé sa place, il a eu du mal à prendre son rôle de père. » La situation empire. « Mais j'avais quitté mon CDI, je venais de monter mon acti-

vité, je ne gagnais vraiment pas beaucoup d'argent. Je me demandais comment j'allais réussir toute seule. »

En juin dernier, elle atteint le point de rupture. Du jour au lendemain, elle quitte son compagnon, une valise à la main. « Et là, j'ai passé quatre mois, sans famille à Paris, de sous-location en sous-location », décrit Chloé. En garde alternée, son fils la rejoint une semaine sur deux. « Ce n'était pas évident pour lui de comprendre ce qu'il se passait, pourquoi la maison de maman changeait tout le temps. Émotionnellement, c'était compliqué, il faisait des crises, à hurler et à se rouler par terre. »

La trentenaire essaye de candidater à des offres. « J'avais même fait un faux dossier car on m'avait dit que c'était comme ça que ça marchait. Mais il y avait toujours des queues in-

Le loyer moyen du parc privé de l'agglomération parisienne a augmenté de presque 60 % entre 2002 et 2022. Le revenu médian n'a, lui, progressé que de 33 % entre 2002 et 2020. (Illustration.)



J'ai passé quatre mois, sans famille, de sous-location en sous-location. Ce n'était pas évident pour mon fils.

Chloé, femme séparée

terminables, je n'étais jamais rappelée. » En novembre, Chloé a finalement trouvé un appartement avec deux chambres, grâce à une connaissance qui le lui loue, avec un loyer réduit. Elle en est consciente, elle a eu de la chance.

Des nuits... dans la cuisine

Car certains couples séparés se retrouvent à devoir cohabiter, l'un sur le canapé, l'autre dans la chambre, pendant plus ou moins longtemps. Ce fut le cas de Cyril*, 43 ans. « Tu te sépares, tu es en conflit, mais tu es obligé de voir l'autre tous les jours, c'est très lourd », témoigne-t-il. Pour les parents, mais également les enfants, qui se retrouvent parfois à assister aux disputes.

« C'était le plus dur dans notre séparation, se remémore de son côté Romane, 31 ans. Tu t'engueules tout le temps, tu

pleures tout le temps, ce n'est pas possible de faire le deuil. » Sarah, elle, raconte avoir dormi « à même le sol de la cuisine », certaines nuits. Et les insultes de fuser quotidiennement. « Je pense que si cela avait continué trop longtemps, cela nous aurait détruits et notre enfant aussi », souffle cette mère de 34 ans.

Pour Cyril, ces situations d'intense vulnérabilité montrent à quel point il est urgent de développer une politique d'habitat accessible dans la capitale, notamment en développant l'offre publique... qui manque cruellement face aux nombres de demandes, avec presque un million de dossiers en attente à Paris et en petite couronne. « Nous, c'est ce qui nous a permis de limiter la casse (dans leur relation) », explique-t-il. Son ex, qui travaille dans la fonction publique, a pu bénéficier d'un logement social, quatre mois après leur séparation.

Maison Respire aide à se reconstruire

À Paris, une solution pionnière détonne : Maison Respire, de l'association Pause toit, fondée en 2024, qui accueille quatre parents et leurs enfants, dans de petits logements privatifs « autour d'une grande cuisine partagée ». Et ce, pendant une durée de six mois, renouvelable trois fois. « J'ai créé cette association parce que j'ai vécu une rupture, explique Valérie Dagut. À l'époque, j'étais traductrice. Ma fille avait sept ans. Je touchais 1 600 € par mois. Je n'avais pas suffisamment de moyens pour trouver un logement dans le privé. Même un studio, on me disait non. » Et trop de moyens pour un foyer d'accueil. « Même si ce n'était pas ma place, bien sûr, car je n'étais pas victime de violences conjugales. Mais le problème, c'est qu'entre les deux, il n'y avait rien et il n'y a toujours rien », constate Valérie Dagut.

Or, la séparation fragilise, tant économiquement que psychologiquement, selon elle : « Certains parents peuvent tomber dans la précarité. On a une maman qui n'en pouvait tellement plus qu'elle a tout planté : elle a démissionné, elle a fait une dépression, elle n'arrivait plus à rien. » Au sein de Maison Respire, elle réapprend aujourd'hui à se reconstruire.

* Les prénoms ont été changés.